



JURISTE MANAGER DES AFFAIRES (MS)

Référentiels d'activités, compétences & évaluations

« Les certifications professionnelles enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles permettent une validation des compétences et des connaissances acquises nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles. Elles sont définies notamment par un **référentiel d'activités** qui décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés, un **référentiel de compétences** qui identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui en découlent et un **référentiel d'évaluation** qui définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis. »

Le référentiel de la certification **Juriste Manager des Affaires (MS)** s'articule autour de 4 blocs de compétences :

Bloc 1 : Soutenir la stratégie de l'entreprise et accompagner son développement dans un environnement international complexe

Bloc 2 : Sécuriser l'activité de l'entreprise par la prévention et la gestion des risques

Bloc 3 : Mettre en œuvre la digitalisation de la fonction juridique

Bloc 4 : Manager la fonction juridique en Business Partner

Plusieurs évaluations majeures servent à l'évaluation de l'acquisition des compétences de la certification. L'ensemble des modalités d'évaluation prend en compte les personnes en situation de handicap (cf document annexe, sur le règlement du certificateur et le contrôle et suivi de la certification). Les modalités d'évaluation sont adaptées aux différentes situations possibles. L'aménagement des épreuves prévoit notamment :

- ✓ Communication aux publics concernés :
 - En amont de la formation, communication des coordonnées et du rôle du référent handicap de TBS
 - Aux intervenants, pour en amont leur permettre d'intégrer les personnes en situation de handicap et d'adapter les modalités d'évaluation, avec l'aide du référent handicap et des aides extérieures
 - Aux jurys professionnels et au jury de certification
 - Aux professionnels qui vont accueillir pendant la mission en entreprise ou les projets une personne en situation de handicap
- ✓ Interaction avec le ou la référente handicap de TBS : L'ensemble des intervenants peut solliciter le référent pour toute situation détectée pendant la formation.
- ✓ Lors d'une épreuve écrite ou orale, individuelle ou en groupe, TBS s'assure que les conditions de l'évaluation ont été adaptées pour chaque candidat en situation de handicap :
 - Accessibilité et Installation matérielle de la salle d'examen, du matériel nécessaire au candidat en situation de handicap
 - Mise en place des aides adaptées et mesures de compensation, pour une épreuve écrite ou orale, pour une épreuve individuelle ou collective (outils et matériel technique mis à disposition, assistance de personnel qualifié, traducteur, secrétaire, lecteur ...)
 - Coordination avec le responsable de l'évaluation
 - Préparation des supports d'examen
 - Temps majoré si nécessaire

Les évaluations majeures concernant la certification se composent de :

Mission professionnelle en entreprise ou en cabinet : Le Juriste Manager des Affaires (MS) effectue une mission en entreprise ou en cabinet d'avocats d'une durée de 4 mois minimum. Il travaille sur une ou plusieurs mission(s) professionnelle(s) proposée(s) par l'entreprise ou le cabinet. La mission professionnelle est évaluée par le tuteur professionnel de l'entreprise d'accueil.

Projet : Business simulation GLOBECOM (full english) : parallèlement aux enseignements spécialisés, les apprenants participent, **sur une période de 4 mois**, du mois de Novembre au mois de Mars, au projet GLOBECOM : en équipes « multiculturelles », et en distanciel avec des étudiants chinois ou indiens en formation à l'Université de Surrey (UK), projet pratique de développement d'affaires et de négociations virtuelles d'un partenariat à l'international (France/Chine ou France/Inde). La simulation poursuit trois objectifs : expérimenter les enjeux d'une approche multiculturelle des affaires, développer ses compétences managériales et en gestion de projet, développer les compétences *Soft Skills*. Quatre équipes (quatre à six apprenants par équipe) sont constituées. Est intégré au sein de chaque équipe un apprenant chinois ou indien, qui participe au projet en visioconférence. Le projet Globecom est encadré par une équipe de professionnels : un consultant en Ressources Humaines, un juriste et un consultant spécialisé dans les transactions et affaires internationales.

La simulation se déroule en deux temps : une première phase durant laquelle deux entreprises françaises élaborent un projet de partenariat à l'international pour vendre leurs produits. La seconde phase est dédiée au montage du partenariat et aux négociations avec les entreprises chinoises ou indiennes. Chaque phase donne lieu à un jury, avec présentation orale et/ou écrite, évaluées par une équipe de professionnels :

- 1) Jury intermédiaire à l'issue de phase 1, au cours duquel est présenté l'entreprise, ses produits et le marché sur lequel elle l'évolue, ainsi que l'opportunité du partenariat à l'international ;
- 2) Jury final au terme de la phase 2, avec déroulement des négociations et restitution du rapport final.

Le Parcours Soft Skills, adossé au projet GLOBECOM : Parcours animé par un professeur et professionnel du leadership et du management, en collaboration avec le Career Starter de TBS. Sont évaluées les "Soft Skills" intra- et interpersonnels qui permettent de créer les conditions d'une équipe durablement performante et de savoir gérer de manière efficace sa carrière professionnelle.

L'obtention de la totalité de la certification résulte de la validation complète des 4 blocs de compétences et de la rédaction et soutenance **d'une thèse professionnelle**, réalisée dans le cadre d'une mission en entreprise de 4 mois minimum (équivalents temps plein consécutifs ou non) conformément aux attentes et directives de la Conférence des Grandes Ecoles. La thèse professionnelle fait l'objet d'un rendu écrit (individuel) d'une cinquantaine de pages, hors annexes et est présentée oralement devant un jury, sur une durée d'une heure. L'écrit et l'oral sont évalués par un jury mixte académique et professionnel. La Thèse professionnelle doit être conçue comme un véritable travail d'Etudes et de Recherche qui s'inscrit dans le champ de spécialisation du titre. La thèse professionnelle permet d'évaluer l'acquisition de compétences d'abstraction, de conceptualisation, de synthèse et de prise de recul par rapport à la pratique de l'ensemble des activités et à proposer des solutions opérationnelles.

Dans le cadre d'un dossier VAE, le candidat doit valider les 4 blocs de compétences et présenter, par un dossier écrit solide étayé de preuves, son parcours professionnel, suivi d'une soutenance à l'oral.

REFERENTIEL D'ACTIVITES <i>décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés</i>	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
Bloc 1 : Accompagner le développement de l'entreprise et soutenir sa stratégie dans un environnement international complexe			
Intégration du juridique dans les décisions stratégiques de l'entreprise	<p>Apporter son expertise juridique à l'entreprise, dans une parfaite compréhension de son organisation, de son modèle économique et de sa culture, afin de se positionner en véritable partenaire stratégique :</p> <ul style="list-style-type: none"> * En mettant en œuvre une veille juridique afin d'accompagner de manière proactive l'entreprise dans ses projets et ses décisions. * En pilotant l'adaptation des activités de l'entreprise pour s'intégrer dans un environnement national et international très réglementé et concurrentiel. * En intervenant au sein de projets transversaux et pluridisciplinaires pour proposer des solutions pragmatiques, en adéquation avec les objectifs de l'entreprise. 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de cas en stratégie d'entreprise réalisée en binômes. Remise d'une production écrite. - Projet Globecom : projet pratique de développement d'affaires (distribution d'un produit innovant) et de négociations à l'international (Chine ou Inde). Travail en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles de 4 à 6 personnes (dont un participant chinois/indien en visioconférence) sur une durée de 5 mois, en anglais. Etude d'une stratégie d'entreprise, présentée à l'écrit et à l'oral à partir d'un support numérique, évalué par un jury académique et professionnel : 	<p>Les risques, les avantages et les enjeux financiers attachés aux choix stratégiques sont relevés et analysés de manière critique, grâce à la mise en œuvre d'une veille juridique prospective adaptée.</p> <p>Les choix stratégiques de l'entreprise, leurs déterminants et leurs facteurs d'influence sont identifiés et caractérisés.</p> <p>Des recommandations stratégiques et des axes d'évolution cohérents et concrets sont présentés, en cohérence avec le contexte national ou international visé.</p> <p>Les avis et recommandations juridiques sont adaptés aux choix opérés et tirent parti du droit international.</p>
Analyse comptable, financière et fiscale	<p>Analyser les indicateurs économiques de l'entreprise, de son environnement financier et fiscal, afin de l'accompagner dans son développement et ses transformations</p> <p>Analyser les documents de synthèse principaux de l'entreprise -bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie- pour apporter des recommandations adaptées et opérationnelles.</p> <p>Réaliser un diagnostic économique et financier de l'activité de l'entreprise et de son patrimoine afin de proposer des solutions d'optimisation financière et fiscale.</p> <p>Dans le respect de la réglementation (notamment loi du 23/10/2018, Service de Mise en Conformité des Entreprises, loi de finances 2029, ...), optimiser la fiscalité applicable à l'entreprise afin de réduire ses charges et de mieux gérer ses intérêts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Remise d'un rapport écrit intermédiaire portant sur l'élaboration d'un diagnostic stratégique avec mise en perspective des forces et des 	<p>L'activité et les résultats de l'entreprise sont analysés avec précision, notamment par l'utilisation des ratios d'efficacité du capital et de l'effet de levier.</p> <p>Le diagnostic économique et financier est complet et clair, en termes de rentabilité et de risque. Des voies de développement et des recommandations sont préconisées de manière cohérente et réaliste.</p> <p>- Les dispositions clés de la nouvelle réglementation relative à la lutte contre la fraude fiscale (loi du 23/10/2018), ainsi que ses impacts en termes de risque réputationnel et pénal sont clairement identifiés.</p> <p>Les conséquences et l'intérêt de la mise en conformité fiscale des entreprises par le SMEC (Service de Mise en Conformité des Entreprises) sont mis en évidence, ainsi que son articulation avec le contrôle fiscal.</p>

<p>Réalisation d'opérations de financement de haut de bilan et/ou de restructuration de l'entreprise</p>	<p>Utiliser les techniques et outils juridiques adaptés mis au service des sociétés pour leur permettre d'assurer leur développement financier dans un souci de sécurisation et d'optimisation du financement.</p> <p>Apporter des réponses aux opérateurs afin qu'ils puissent asseoir leurs opérations financières sur une qualification juridique certaine pour garantir l'effectivité de leurs droits dans le futur, notamment en cas de contestation.</p> <p>Prendre part aux décisions stratégiques de fusion-acquisition en apportant son expertise juridique à la gouvernance de l'entreprise, afin de garantir l'optimisation de la transaction, de protéger les intérêts de l'entreprise et de lui assurer le montage juridique le plus avantageux.</p> <p>Identifier les ressources nécessaires en capital-investissement pour structurer correctement un projet de fusion-acquisition tout au long de sa durée et protéger ainsi l'entreprise de tout événement extérieur risqué.</p> <p>Piloter une levée de fonds et accompagner ses interlocuteurs en sélectionnant des leviers financiers afin d'assurer le meilleur financement possible.</p>	<p>faiblesses des différents montages juridiques possibles;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation orale avec support numérique devant un jury académique et professionnel. • Remise d'un rapport écrit final : <ul style="list-style-type: none"> ○ Recommandations et formalisation du plan d'actions ○ Montage du dossier de partenariat et du contrat de distribution. ○ Simulation de négociation des clauses contractuelles clés <p>- Etude de cas réalisée en binôme : établissement d'un diagnostic économique et financier destiné à formuler des recommandations aux associés. Restitution écrite.</p> <p>- Cas de synthèse réalisé en groupe de trois à 5 personnes. Restitution orale, sous la forme d'une mise en situation professionnelle concrète de</p>	<p>- La méthode d'évaluation de l'entreprise est mise en évidence.</p> <p>Les enjeux et problématiques d'un client porteur d'un projet économique déterminé sont cernés et analysés en prenant en compte ses contraintes, notamment financières.</p> <p>Une proposition de financement de levier de croissance (notamment pour une fusion-acquisition) est présentée sous la forme d'un montage pertinent et pérenne, qui s'appuie sur les leviers financiers, juridiques et fiscaux.</p> <p>L'opportunité de la solution proposée pour une levée de fonds et l'optimisation de la structure en capital sont mises en valeur de manière argumentée et opérationnelle.</p>
<p>Mise en œuvre d'une stratégie de développement à l'international par la création d'une joint-venture</p>	<p>Conduire la création d'une joint-venture en y intégrant son impact fiscal, et sécuriser son montage juridique, afin de s'implanter à l'étranger et/ou acquérir un nouveau marché.</p> <p>Accompagner la collaboration entre parties prenantes afin d'optimiser le développement de leur projet commun et de prévoir si nécessaire la sortie éventuelle de la joint-venture.</p>	<p>- Etude de cas réalisée en binôme : établissement d'un diagnostic économique et financier destiné à formuler des recommandations aux associés. Restitution écrite.</p> <p>- Cas de synthèse réalisé en groupe de trois à 5 personnes. Restitution orale, sous la forme d'une mise en situation professionnelle concrète de</p>	<p>- Une documentation détaillée sur la joint-venture, ses parties prenantes et sa structure juridique est constituée (les sources nationales et internationales sont clairement identifiées). Une « check-list » est rédigée aux fins de négociations de la future joint-venture. Les clauses contractuelles destinées à fixer les termes de la collaboration et à gérer les risques sont explicitées de manière argumentée.</p> <p>Les risques en cas d'échec de la joint-venture ou de la sortie éventuelle d'un partenaire de la coentreprise sont identifiés et analysés et anticipés par la rédaction de clauses contractuelles adaptées.</p>

<p>Choix de la forme sociale de l'entreprise et maîtrise de ses impacts</p>	<p>Apporter son conseil, lors de la création de l'entreprise, sur les spécificités fiscales, juridiques et sociales des différentes structures possibles, afin d'opter pour la solution la mieux adaptée au projet.</p> <p>Manipuler les statuts, ses clauses stratégiques, et les contrats extra-statutaires (pactes d'associés, protocoles d'investissement...) afin de sécuriser l'activité et le développement de l'entreprise.</p> <p>Accompagner et conseiller la gouvernance afin de faciliter la réalisation des formalités juridiques adossées à la vie de l'entreprise (rapport de gestion, convocation, tenue, rédaction PV, du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales).</p>	<p>type consulting d'une durée de 45 minutes, des solutions préconisées et argumentées, évaluée par un intervenant professionnel</p> <p>- Analyse d'une joint-venture internationale par groupes de 4 personnes : restitution écrite en français ou en anglais, sous la forme d'un rapport de 10 pages maximum.</p> <p>- Epreuve écrite individuelle sous la forme d'un cas pratique portant sur les contrats.</p>	<p>Des conseils juridiques sont argumentés pour justifier le choix de la structure juridique la plus appropriée à la création d'entreprise.</p> <p>Les documents juridiques créés (statuts, pacte d'associés, ..) et utilisés au cours de la vie de l'entreprise (PVs, rapports de gestion, ...) sont conformes à la réglementation en vigueur et sécurisent le développement de l'entreprise.</p>
<p>Management contractuel</p>	<p>Rédiger, analyser et négocier les contrats avec les partenaires pour protéger les intérêts de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> * En identifiant et en agissant sur les clauses essentielles à l'équilibre économique, commercial et financier du contrat ; * En encadrant les négociations pour adapter les clauses à la réalité du contrat ; * En traduisant un business model dans le contrat ; * En sécurisant la fin de la relation contractuelle. <p>Par une parfaite connaissance de l'environnement juridique du commerce international (droit international privé, lex mercatoria, conventions internationales, éthique des affaires, etc.), négocier et sécuriser les contrats internationaux afin de mettre en œuvre des solutions gagnant-gagnant avec les partenaires.</p>	<p>- Epreuve collective en groupes de 2 à 4 personnes, sous la forme d'une présentation orale de la solution à un cas pratique.</p> <p>- Travail en groupe (de 3 à 4 étudiants maximum) sur différents sujets d'actualité en droit du travail, soumis par un intervenant professionnel. Les sujets sont travaillés hors séance durant deux semaines, puis font l'objet d'une restitution écrite et orale en séance. L'analyse, les supports de présentation ainsi que la qualité oratoire font l'objet d'une évaluation à la fois collective et individuelle par l'intervenant.</p>	<p>Un diagnostic juridique solide (analyse de la demande du client, identification des règles de droit applicables et des risques éventuels) permet d'établir et de rédiger des recommandations juridiques concrètes, précises et adaptées.</p> <p>Les avis et recommandations juridiques sont adaptés aux choix opérés. Les principales clauses du contrat avec le partenaire sont rédigées avec précision. Leur négociation est conduite de manière pertinente, en tenant compte des particularités culturelles des parties prenantes.</p> <p>La solution juridique sous forme contractuelle présentée au client est solide et adaptée au contexte, contraintes et opportunités de la réglementation nationale et internationale.</p>
<p>Management juridique des Ressources Humaines</p>	<p>Analyser les questions d'actualités en droit social afin de proposer des solutions possibles d'amélioration à l'entreprise accompagnée, à sa direction ou DRH.</p> <p>Optimiser les ressources humaines du service juridique par une politique de recrutement adaptée ou le recours à des prestations externes afin de garantir le traitement des affaires ou missions à prendre en charge.</p>	<p></p>	<p>Une analyse complète et précise autour de sujets d'actualité en droit social est proposée, à la lumière de la doctrine et de la jurisprudence les plus récentes. Une approche critique, transversale et prospective est mise en évidence.</p> <p>La politique de recrutement ou recours à des prestataires suggérée au sein du service juridique est adaptée à la charge prévisible d'affaires en cours ou à venir.</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES <i>décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés</i>	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
Bloc 2 : Sécuriser l'activité de l'entreprise – anticiper et gérer les risques			
Mise en œuvre de la Compliance et Ethique des affaires	<p>Dans un contexte « RSE » de bonne gouvernance et de conformité, en respectant les recommandations de l'AFA (Agence Française Anticorruption), mettre en œuvre des processus destinés à assurer que l'entreprise, ses dirigeants et ses salariés respectent les normes juridiques et éthiques qui leur sont applicables, afin de préserver l'entreprise des risques financiers, juridiques et réputationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> * En identifiant, évaluant et hiérarchisant les risques par une cartographie des risques ; * En appliquant la réglementation relative au devoir de vigilance, à la protection des lanceurs d'alerte, à la lutte contre la corruption (loi Sapin II, anticipation loi Sapin III) et les pratiques anticoncurrentielles ; * En mettant en œuvre un programme de conformité ; * En formant le personnel le plus exposé et diffuser la culture de l'éthique et de la Compliance au sein de l'entreprise ; * En accompagnant l'entreprise dans le cas d'un contrôle administratif . 	<p>Exposés présentés en binômes, à partir de sujets/cas soumis par l'intervenant professionnel. Chaque binôme dispose de 15 à 20 minutes maximum de temps de parole pour présenter son sujet à l'aide d'une présentation PowerPoint (10 slides maximum).</p> <p>Mise en situation : réalisation d'un audit juridique (audit contractuel, sociétaire, fiscal et social) par groupe de 4 personnes maximum. Restitution d'un rapport d'audit écrit et présentation orale, évalués par un intervenant professionnel.</p>	<p>Les points essentiels du guide pratique de l'AFA sur la prévention des conflits d'intérêts dans l'entreprise sont mis en évidence ; des propositions concrètes et des bonnes pratiques sont préconisées.</p> <p>Les dispositifs de protection des lanceurs d'alertes applicables en France sont clairement expliqués à la lumière de la réglementation en vigueur. Les réflexes incombant aux entreprises dans la protection des alertes internes sont exposés avec pertinence et d'un point de vue pratique.</p> <p>Un plan d'action en Compliance est mis en place et présenté de manière pertinente et permet l'accompagnement de l'entreprise, y compris en cas de contrôle.</p> <p>Les outils de Compliance ainsi que les principales mesures à mettre en œuvre (justification du besoin, personnel et ressources impliquées, calendrier...) sont expliqués de manière claire et pragmatique, et sont priorisés.</p> <p>La proposition de loi Sapin III est analysée de manière critique et pertinente, en la mettant en perspective avec la loi Sapin II et les standards internationaux en matière de lutte anti-corruption.</p>
Réalisation d'un audit juridique	<p>Mettre en œuvre les différentes étapes d'une mission d'audit afin de contrôler la régularité et l'efficacité des choix de nature juridique au sein de l'entreprise. Analyser et apprécier les éléments recueillis afin de formuler des recommandations opérationnelles au service de la sécurité juridique de l'entreprise.</p>	<p>Cas d'étude sous la forme d'une consultation juridique à partir d'un dossier en droit pénal des affaires. Par groupes de 4 personnes</p>	<p>Le rapport d'audit est clair ; il présente un diagnostic et des propositions solides et concrètes. Les revues sont analysées de manière complète et détaillée, amenant une réflexion pertinente, critique et prospective sur l'opération globale. Les risques sont mis en évidence, y compris au niveau international. Des conclusions intermédiaires sont présentées. Des recommandations pragmatiques, percutantes et intelligibles sont préconisées en fin de rapport.</p>

<p>Prévention et gestion du risque pénal dans l'entreprise</p>	<p>Dans un environnement de plus en plus complexe, face à la multiplication des risques et à l'augmentation de la réglementation nationale et internationale, sensibiliser et accompagner la gouvernance dans la gestion du risque pénal lié aux activités de l'entreprise, afin de protéger la société, les dirigeants et les salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> * En identifiant et en anticipant le risque pénal par l'instauration d'un cadre préventif ; * En réagissant de manière adaptée face au risque pénal (préparer une stratégie de défense / préparer un recours). 	<p>maximum, analyse et résolution du cas hors séance, puis présentation orale en séance, évaluée par l'intervenant professionnel, d'une durée de 20 minutes.</p> <p>- Etude de cas sur une entreprise en difficulté, réalisé en groupes de quatre personnes maximums, faisant l'objet d'une restitution écrite présentant un diagnostic et des préconisations pour les voies de recours des créances.</p>	<p>Les principes du droit et de la procédure pénale sont appliqués, en relation à la réglementation nationale et internationale.</p> <p>La qualification des infractions et la responsabilité pénale des parties prenantes sont exposées avec clarté et précision et permettent de sensibiliser et d'accompagner une gouvernance d'entreprise.</p> <p>Les systèmes de défense proposés sont argumentés et convaincants.</p>
<p>Gestion des litiges commerciaux nationaux et internationaux</p>	<p>Organiser la gestion du contentieux pour protéger l'image, la crédibilité et les résultats d'exploitation de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> * En mobilisant les ressources internes et externes * En proposant des outils alternatifs de résolution des litiges * En gérant le contentieux national et international * En pilotant les relations avec les cabinets d'avocats. 		<p>Des propositions d'optimisation de la gestion des contentieux sont argumentées pour défendre les intérêts de l'entreprise, tels que outils de mesure de performance, maîtrise des volumes et des coûts des litiges, outils alternatifs de résolution des litiges, implication en interne ou via des partenaires externes...)</p> <p>Des propositions de résolution des litiges adaptées au contexte national ou international sont argumentées, en collaboration avec un cabinet d'avocats.</p>
<p>Gestion du risque crédit</p>	<p>Gérer les créances et les garanties pour sécuriser l'activité de l'entreprise et assurer sa compétitivité, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Identifiant les risques d'impayés ; * Mettant en place des dispositifs de gestion des garanties (octroi, exécution, renouvellement). * Traitant à l'amiable les difficultés du débiteur. <p>Assurer la conduite active et efficace du contentieux, du précontentieux à l'action en justice afin de solutionner le litige en cours.</p>		<p>Les risques d'impayés sont identifiés et des dispositifs de gestion des garanties sont mis en œuvre .</p> <p>Un diagnostic juridique, économique et financier permet de préconiser des voies de recours et de recouvrement des créances efficaces.</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES <i>décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés</i>	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
Bloc 3 : Mettre en œuvre la digitalisation de la fonction juridique			
Gouvernance et monétisation des données	<p>Dans un environnement où le digital prend une importance cruciale, assurer la gouvernance des données pour protéger et accroître leur valeur comme actif stratégique de l'entreprise</p> <p>Piloter l'accessibilité, la conformité et la protection des données, en s'appuyant sur les recommandations de la CNIL, afin de garantir le respect des exigences réglementaires en vigueur, et notamment du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)</p> <p>Assurer le suivi des données stockées dans le Cloud Computing (serveurs mutualisés et délocalisés) et mettre en place des contrats adaptés et sécurisés afin de gérer les risques juridiques liés à leur utilisation et leur protection.</p> <p>Sensibiliser les différents interlocuteurs de l'entreprise à la sécurité des données personnelles en rédigeant par exemple une charte de bonnes pratiques afin de rappeler l'ensemble des bonnes pratiques mais également les sanctions en cas de non-respect des obligations.</p> <p>Accompagner la stratégie de monétisation des données, dans le respect de la réglementation, pour réformer des processus internes et/ou commercialiser les données collectées.</p>	<p>- A partir de cas proposés par un intervenant professionnel, mise en situation en binômes, sous la forme d'un conseil délivré par le service juridique d'une entreprise sur une question liée aux actifs numériques (NFT (Non Fungible Token), cryptomonnaie...) et à la gouvernance des données. Restitution d'un support sous la forme d'un PowerPoint et présentation orale, évalués par l'intervenant professionnel.</p>	<p>- La réglementation concernant la gouvernance des données, notamment le RGPD, est mise en évidence et une cartographie des risques est présentée.</p> <p>- Des recommandations stratégiques pertinentes et adaptées sont formulées pour piloter l'accessibilité, la conformité, la protection et le suivi des données et la sensibilisation de tous les acteurs de l'entreprise.</p> <p>Des recommandations sont proposées pour accompagner la stratégie de monétisation des données de l'entreprise.</p>
Cybersécurité Détection, gestion des cyber-risques et résolution des incidents	<p>Par une parfaite connaissance des lois de sécurité, conseiller l'entreprise pour lui permettre de se protéger contre les cyberattaques des systèmes d'information et des données.</p> <p>Accompagner l'entreprise et sa gouvernance dans la mise en œuvre des outils et process pour détecter et gérer les cyber-risques (Intelligence Artificielle, Blockchain...)</p>		<p>Des actions d'information et de sensibilisation à la réglementation en matière de cybersécurité sont mises en œuvre pour mieux protéger l'entreprise d'une cyberattaque.</p> <p>Un plan d'actions pour détecter et gérer les risques de cyberattaque est proposé.</p>

	Assister la gouvernance dans la gestion de crise générée par un incident afin de proposer des solutions adaptées.		
<p>Mise en œuvre de la digitalisation de la direction juridique /d'un cabinet d'affaires</p>	<p>Identifier les besoins et les activités à digitaliser afin de les transcrire dans un cahier des charges.</p> <p>Proposer la mise en place de solutions digitales et d'outils en adéquation avec la satisfaction des besoins exprimés (gestion électronique des documents, contract management, solutions digitales au service de la Compliance) pour rendre plus efficaces et opérationnelles les directions juridiques et automatiser les tâches à faible valeur ajoutée.</p> <p>Définir les étapes de mise en œuvre des solutions, en lien avec le service IT de l'entreprise, afin de réaliser les objectifs du projet de digitalisation concerné.</p> <p>Etablir et organiser une veille juridique afin d'anticiper la diversité et la rapidité des évolutions technologiques susceptibles d'impacter les activités et le développement de l'entreprise (par exemple la Blockchain et la levée de fonds, la protection de la propriété intellectuelle et la Supply Chain).</p> <p>Optimiser la stratégie juridique par l'utilisation des outils et méthodes du Legal Design, afin d'aboutir à un mode de communication et de travail collaboratif plus ergonomiques, d'augmenter la performance de l'entreprise, de développer et de consolider la relation client.</p>	<p>- Travaux de groupes (3 à 4 personnes maximum) sur des sujets porteurs de problématiques juridiques nouvelles liées à la transformation digitale (Blockchain et levée de fonds via des ICO (Initial Coin Offering) /STO (Security Token Offering), Blockchain et protection de la propriété intellectuelle, ...). Une analyse prospective est présentée oralement, sur une durée de 30 minutes par sujet, avec support visuel ; la présentation est suivie d'échanges et de questions/réponses avec chacun des membres du groupe, évalués par un intervenant professionnel.</p>	<p>Les besoins et les activités pour lesquels une digitalisation est possible et souhaitable sont clairement identifiés et priorisés.</p> <p>Des outils digitaux et processuels sont proposés pour rendre plus efficaces et opérationnels les services juridiques et une mise en œuvre par étapes est proposée.</p> <p>Un benchmark technologique du secteur et des sociétés du fintech, legaltech ou compliancetechnology, est réalisé et permet d'identifier les impacts possibles pour l'entreprise.</p> <p>Des conseils judicieux sont formulés concernant la stratégie digitale appliquée au juridique.</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES <i>décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés</i>	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
Bloc 4 : Manager la fonction juridique en Business Partner			
<p>Mise en œuvre d'un management juridique en transverse, au sein de projets et d'équipes pluridisciplinaires et inclusives, dans un contexte multiculturel</p>	<p>S'intégrer au cœur du business pour devenir une force de proposition innovante et stratégique.</p> <p>Intervenir au sein de projets transversaux et pluridisciplinaires, dans des environnements mouvants, variés et interculturels, pour faciliter leur mise en place et sécuriser leur déploiement :</p> <p>* En identifiant les besoins des parties prenantes internes et externes au projet, afin de déterminer le périmètre de son intervention</p> <p>* En assurant tout au long des projets, le respect des règles et trouver des solutions juridiques pour permettre aux interlocuteurs (gouvernance, opérationnels, clients) d'atteindre leurs objectifs dans les meilleures conditions</p> <p>* En combinant efficacement les aspects juridiques, logistiques et culturels dans le cadre de négociations internationales.</p> <p>Adapter son management juridique à la diversité dans l'entreprise, qu'elle soit liée au contexte interculturel ou aux personnes en situation de handicap, afin de développer une culture fondée sur un système d'inclusion, dans le respect de la réglementation.</p>	<p>- Simulation d'entretien d'un juriste d'entreprise par la Direction Juridique et par la Direction des Ressources Humaines.</p> <p>- Projet Globecom : projet pratique de développement d'affaires (distribution d'un produit innovant) et de négociations virtuelles à l'international (Chine ou Inde). Travail en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles de 4 à 6 personnes (dont une participant chinois/indien en visioconférence) sur une durée de 5 mois, en anglais, présenté à l'écrit et à l'oral, évalué par un jury académique et professionnel :</p> <p>- Simulation de la dernière négociation avec les entreprises partenaires chinoises/indiennes devant un jury académique et professionnel.</p> <p>- Formulation des recommandations et d'un argumentaire solide pour défendre le choix préconisé auprès de la Direction Générale</p>	<p>L'expertise et la méthodologie suivie dans la conduite d'ateliers de sensibilisation des opérationnels sont mises en évidence.</p> <p>Les outils destinés à suivre l'actualité juridique et à s'adapter à l'évolution de la réglementation nationale et internationale dans une posture proactive sont clairement identifiés.</p> <p>La posture et les outils permettant de s'intégrer efficacement au sein d'un service juridique sont identifiés et argumentés avec pertinence.</p> <p>Les attentes et les postures de la Direction Juridique et de la Direction des Ressources Humaines lors de l'intégration d'un juriste au sein des équipes sont clairement discernées.</p> <p>Les spécificités du contexte interculturel ou de personnes en situation de handicap sont clairement appréhendées.</p> <p>L'accompagnement d'une équipe multidisciplinaire et multiculturelle mis en œuvre au cours du projet de développement s'appuie sur un management agile montrant la posture de business partner.</p> <p>La posture et la communication mises en œuvre sont adaptées à travailler en équipe, à gérer les différences et les divergences, à déléguer et à organiser le travail au sein d'un groupe.</p>
<p>Mise en œuvre d'une approche marketing et communication de la fonction juridique</p>	<p>Déployer une communication en interne et/ou en externe en adaptant les messages aux différents profils de collaborateurs, dont les personnes en situation de handicap, en se positionnant comme Business Partner de manière à garantir la réussite du projet et des actions à mener.</p>	<p>Etude individuelle et en équipe pluridisciplinaire et multiculturelle (4 à 6 personnes) des <i>Soft Skills</i></p>	<p>Un leadership convaincant est mis en œuvre montrant la capacité à développer son esprit critique, à faire du feedback, à justifier ses choix et à convaincre de manière argumentée.</p>

	<p>Développer un véritable leadership pour rassurer, convaincre et fédérer les parties prenantes de l'entreprise, ses partenaires et ses clients.</p> <p>Mettre en place des actions de communication internes (actions de sensibilisation et de formation au sein de l'entreprise, notamment sur tous les sujets juridiques sensibles et complexes) afin de diffuser la culture juridique au sein de l'entreprise et prévenir un certain nombre de risques sur des sujets sensibles (conformité, digitalisation...)</p> <p>Utiliser les techniques de communication appropriées en prenant en compte les particularités culturelles afin d'optimiser les négociations avec les partenaires.</p> <p>Mettre en œuvre des outils de Legal Design afin de rendre ses présentations et notes juridiques plus claires, intelligibles et engageantes et sensibiliser ses interlocuteurs à la valeur ajoutée apportée.</p> <p>Mettre en œuvre une communication adaptée aux relations interpersonnelles en modulant sa propre perception, en améliorant sa compréhension des relations et de leurs impacts sur la dynamique des interactions, afin de renforcer la performance de l'organisation.</p>	<p>développés tout au long du projet Globecom d'une durée de cinq mois. Remise d'un rapport <i>Soft Skills</i> écrit en anglais. Suivi et présentation individuelle orale à partir d'un support numérique des <i>soft skills</i> développés devant un jury professionnel. Evaluation de la posture de Business Partner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communication assertive - négociation en situation de tension - posture inclusive favorisant le travail en équipe - mise en œuvre des outils de Legaltech - Proactivité <p>- Simulation d'un entretien d'embauche d'un juriste d'entreprise par la Direction Juridique et la Direction des Ressources Humaines, évaluée par un intervenant professionnel. La simulation s'organise autour de trois groupes de personnes (observateurs/Direction juridique/Direction des Ressources Humaines).</p>	<p>Les avantages des ateliers de sensibilisation des opérationnels sont clairement identifiés, dans une démarche de diffusion de la culture juridique au sein de l'entreprise.</p> <p>Les qualités clés à rechercher lors d'un recrutement d'un cabinet d'avocat par une Direction Juridiques sont identifiées et hiérarchisées.</p> <p>La communication déployée est adaptée aux différents profils d'interlocuteurs dont les personnes en situation de handicap , en interne comme en externe.</p> <p>La prise de parole en public est claire, engageante et intelligible, y compris dans les situations déstabilisantes, en français et en anglais.</p> <p>La qualité des présentations orales ou écrites est renforcée par des outils de communication visuelle percutants et professionnels tels le Legal design.</p> <p>Les négociations sont menées de manière positive, avec une écoute active et en formulant des questions, en suggérant des solutions.</p>
--	--	--	---